

AIROLDI (M. Julien), Député du département du Rhône (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 5 avril 1946, un rapport supplémentaire, au nom de la Commission de la Constitution sur les propositions de loi : 1^o de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française ; 2^o de M. Joseph Delachenal tendant à établir la Constitution de la République française ; 3^o de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à établir la nouvelle Constitution de la République française ; 4^o de M. Mohamed Bendjelloul et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de l'Algérie afin que celle-ci soit inscrite dans la Constitution de la République française ; 5^o de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de justice » ; 6^o de M. Jean-Pierre Giraudoux tendant à établir la Constitution de l'Union française ; 7^o de M. Guy Mollet, président de la Commission de la Constitution, au nom de la Commission, tendant à établir la Constitution de la République française (Président de la République — Conseil supérieur de la magistrature), n^o 885 (4^e annexe).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 40 : *Son amendement* (A. de 1946, p. 1207) ; *le retire* (p. 1211) ; — de propositions de loi relatives à la Constitution de la République (*Présidence de la République*), en qualité de *Rapporteur* : *donne lecture de son rapport* (p. 1871).

ALLAUZEN (M. Joseph), Député du département de l'Ardèche.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 51),
= Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (A. de 1946, p. 460).

ALLONNEAU (M. Auguste), Député du département de Maine-et-Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de contrôle et de circulation monétaire (A. de 1946, p. 256).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : Est entendu pour un rappel au Règlement (A. de 1945, p. 362) ; MONNAIES ET MÉDAILLES : en qualité de *Rapporteur* (p. 432) ; LOI DE FINANCES : *Disjonction de l'article 116* (p. 667) ; *Disjonction de l'article 155* (p. 675) ; Art. 116 : *Son amendement concernant la formation pré-militaire* (p. 686) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale : *Son amendement au premier alinéa de l'article 1^{er} sur les bénéficiaires agricoles* (A. de 1946, p. 296) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement aux trois derniers alinéas, forfaits* (ibid.) ; — du projet de loi relatif aux effectifs, au recrutement et aux limites d'âge des fonctionnaires ; Art. 2 : *Son amendement au second alinéa* (p. 342) ; *le retire* (ibid.).

ANTIER (M. Paul), Député du département de la Haute-Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138). Est nommé juré de la Haute-Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 26 avril 1946, une proposition de loi relative à l'organisation professionnelle agricole dans le cadre de la nation, n^o 1228.

Interventions :

Son rapport, au nom du 3^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Vendée (A. de 1945, p. 15). — Est entendu au cours de la discussion du rapport tendant à la